



**PRÉFET
DE LA NIÈVRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
BOURGOGNE – FRANCHE-COMTÉ**

Unité Départementale de Nièvre/Yonne

Nos réf. :

Affaire suivie par : Rachel DEPENAU

Tél. : 06 98 48 79 03

rachel.depenau@developpement-durable.gouv.fr

Nevers, le 28/06/2024

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

-=-=-=-=-

APERAM ALLOYS IMPHY
communes d'Imphy et de Sauvigny-Les-Bois

-=-=-=-=-

Mise à jour des valeurs limites d'émission dans l'eau suite aux évolutions réglementaires

-=-=-=-=-

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1. Contexte réglementaire

L'adoption de la directive cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000 rappelle et renforce les orientations communautaires relatives au bon état des écosystèmes aquatiques. En particulier, elle vise à renforcer la protection de l'environnement aquatique par des mesures spécifiques conçues pour réduire les rejets, émissions et pertes de substances dangereuses (en particulier les substances prioritaires), et l'arrêt ou la suppression progressive des rejets, émissions et pertes de substances dangereuses prioritaires dans l'eau.

Pour y répondre, le ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) par les installations classées. Ces campagnes de recherche, déclinée en deux vagues, ont été lancées dans chaque région en 2002 puis 2009, concernant ainsi au total plus de 5000 ICPE (242 sites en Bourgogne-Franche-Comté) représentant 41 secteurs d'activité.

L'amélioration de la connaissance et des enseignements acquis grâce à ces travaux ont permis de faire évoluer de manière importante la réglementation nationale applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en matière de surveillance et de valeurs limites d'émission des substances dangereuses dans l'eau.

C'est ainsi que l'arrêté ministériel « RSDE » (réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau) du 24 août 2017, publié le 6 octobre 2017 a amendé et complété l'arrêté dit « intégré » du 2 février 1998 modifié ainsi que 21 autres arrêtés sectoriels concernant des rubriques soumises à autorisation ou enregistrement (traitement et revêtement de surface, papeteries, verreries, abattage d'animaux, blanchisseries, activité vinicole, agroalimentaire...).

Il a principalement :

- modifié le périmètre des substances réglementées ;
- modifié les valeurs limites d'émission de certaines substances ;

(A noter que pour ces deux premiers points, une démarche nouvelle est introduite par cet arrêté ministériel : le positionnement de l'exploitant par rapport à la possibilité de présence des substances dans ses rejets).

- modifié les modalités de surveillance des substances (pour les substances retenues comme étant effectivement susceptibles d'être présentes dans les rejets) ;
- « ancré » dans la réglementation, la nécessité d'une démonstration de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur.

Les modifications apportées par l'arrêté RSDE sont entrées en application pour les sites existants :

- au 1^{er} janvier 2018 pour la surveillance de ces rejets,
- au 1^{er} janvier 2020 pour les nouvelles valeurs limites d'émission pour le cas général,
- au 1^{er} janvier 2023 pour les nouvelles substances prioritaires et dangereuses prioritaires introduites par la directive 2013/39/UE (essentiellement des produits phytosanitaires :

PFOS, quinoxylène (phyto), dioxines et type dioxine (dont certains PCB), aclonifène (herbicide), bifénox (phyto), cybutryne (biocide pesticide – antifoulings), cyperméthrine (phyto), hexabromocyclododécane, heptachlore (insecticide) + DEHP et trifluraline).

2. Conséquences pour les ICPE

Ces nouvelles prescriptions réglementaires sont venues modifier les valeurs limites d'émission applicables aux sites, rendant ainsi nécessaire la mise à jour de l'arrêté préfectoral du site sur ce sujet.

Les prescriptions complémentaires proposées pour y répondre sont jointes au présent rapport.

La mise à jour des valeurs limites s'est appuyée principalement sur les résultats d'analyses issues :

- des campagnes de surveillance initiales et pérenne RSDE du site,
- de l'autosurveillance du site déclarée sous GIDAF,
- des déclarations annuelles des émissions polluantes,
- du positionnement du site au regard des modifications apportées par la réglementation.

Par ailleurs, la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site devant tenir compte de la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur, cette approche a également été intégrée dans le projet d'arrêté complémentaire, conformément aux règles édictées dans le guide technique du 21 novembre 2012 relatif aux modalités de prise en compte des objectifs de la directive cadre sur l'eau (DCE) en police de l'eau IOTA/ICPE (version 2).

3. Identification de l'ICPE concernée

Numéro inspection	Établissement	Commune	Secteur(s) d'activité
0005401254	APERAM ALLOYS IMPHY	IMPHY ET SAUVIGNY-LES-BOIS(58)	Production et transformation d'aciers en alliages spéciaux

4. Cas particulier d'APERAM ALLOYS IMPHY

Les études de positionnement RSDE et compatibilité milieu ont permis d'aboutir aux modifications suivantes :

Pour l'ensemble des points de rejet surveillés actuellement (R16, R15, R2) les valeurs de débits, Ph et T° sont maintenues.

Il est proposé d'ajouter le Cuivre dans la surveillance sur les milieux aquatiques.

Compte-tenu que le rejet eaux pluviales du Parc du Val de Loire ruisselle sur une zone de stockage des métaux et ferrailles, il est proposé de rechercher les substances listées à l'article 33-16 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié au niveau du point de rejet RX5 dans la Loire.

Les rejets dans la rivière Ixere (point de rejet 15 et 16) sont supérieurs au flux admissible de la rivière pour certaines substances, il est donc proposé à l'exploitant de réaliser au plus tard 1 an après la notification de cet arrêté :

- une étude de compatibilité milieu pour mesurer l'impact des rejets dans l'Ixere : une proposition de flux max admissible sera faite notamment pour le Cuivre, le Nickel, le Chrome, le Fer, le Zn, les Hydrocarbures ainsi que pour toutes les substances émises en quantité dépassant 30 % du flux admissible de l'Ixere ;
- une étude technico-économique (ETE) pour dégager la solution la plus pertinente à mettre en œuvre permettant de respecter les flux requis. Cette solution devra pouvoir être mise en œuvre dans l'année suivant la remise de l'ETE avec des résultats garantissant la compatibilité avec le milieu récepteur.

4.1.1 - Rejet R16 dans l'Ixere : sortie station de détoxification

Il est proposé le maintien des substances déjà surveillées ainsi que :

- l'ajout des substances spécifiques au secteur d'activité non surveillées actuellement : Cuivre, Chrome total, Phosphore total, Cyanures libres, Argent, Aluminium, Cadmium, AOX, Plomb, Zinc, Étain et Chloroforme ;
- l'abaissement du flux autorisé pour les nitrites et le nickel pour tenir compte de la compatibilité avec le milieu récepteur (rivière Ixere) ;
- l'abaissement de la VLE en concentration pour le Cr3 pour mise en conformité avec la VLE réglementaire.

La surveillance de ces nouvelles substances pourra être abandonnée si elles ne sont pas détectées.

Concernant les autres substances dangereuses de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 modifié :

Si l'exploitant ne peut pas démontrer qu'il n'utilise pas ou ne produit pas ces substances alors il mettra en place une surveillance mensuelle pendant 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, puis en fonction des résultats la surveillance pourra être levée ou pérennisée.

4.1.2 - Rejet R15 dans l'Ixeure : eaux pluviales et eaux de refroidissement de l'usine de Chazeau et de celle d'Ugitech

Il est proposé le maintien des substances surveillées actuellement ainsi que :

- la baisse du flux des macro polluants pour tenir compte de la compatibilité avec le milieu récepteur (Ixeure) ;
- la baisse des VLE en concentration pour le Nickel, le Chrome total et le Chrome VI pour être conforme aux VLE réglementaires ;
- l'ajout de la surveillance pérenne du Cuivre, du Zinc et de l'Aluminium
- la pérennisation de la surveillance de l'Arsenic car des traces ont été détectées dans les dernières analyses et il pourrait se poser un problème de compatibilité avec le milieu récepteur.

L'azote, le phosphore et les substances spécifique du secteur d'activité non surveillées actuellement, devront être recherchées pendant 6 mois et la surveillance pourra être levée par l'inspection en fonction des résultats et à la demande de l'exploitant.

Concernant les autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau listées dans l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié et dont la surveillance n'est pas prévue ci-dessus :

si l'exploitant ne peut pas démontrer qu'il n'utilise pas ou ne produit pas ces substances alors il mettra en place une surveillance mensuelle pendant 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, puis la surveillance pourra être levée par l'inspection en fonction des résultats et à la demande de l'exploitant.

4.1.3 - Rejet R2 en Loire : Eaux pluviales + eaux de refroidissement de l'Usine de Loire et de l'usine Aubert et Duval avant rejet dans la Loire

Maintien des substances surveillées actuellement ainsi que :

- baisse du flux pour la DBO5 et la DCO pour ajustement aux émissions réelles ;
- baisse des VLE en concentration pour le Nickel, le Chrome total et le Chrome VI pour mise en conformité avec les VLE réglementaires ;
- baisse du flux et augmentation de la VLE dans la limite réglementaire et à la demande de l'exploitant pour les hydrocarbures totaux pour ajustement aux émissions réelles et fixation du flux maximal en deçà de la valeur seuil de 10 kg/j imposant une surveillance journalière. La fréquence de surveillance imposée reste ainsi mensuelle comme demandé par l'exploitant.

- ajout et pérennisation de la surveillance du Cuivre et du Zinc.

L'azote, le phosphore et les substances spécifiques du secteur d'activité industrielle non surveillés actuellement, devront être recherchés pendant 6 mois et la surveillance pourra être levée par l'inspection en fonction des résultats et à la demande de l'exploitant.

Concernant les substances caractéristiques de l'activité industrielle et les autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau listées dans l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié et dont la surveillance n'est pas prévue ci-dessus :

Si l'exploitant ne peut pas démontrer qu'il n'utilise pas ou ne produit pas ces substances alors il mettra en place une surveillance mensuelle pendant 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, puis la surveillance pourra être levée par l'inspection en fonction des résultats et à la demande de l'exploitant.

4.1.4 - Rejet RX5 en Loire : eaux pluviales collectées sur la zone étanche réservée au stockage des métaux et ferrailles sur le parc du Val de Loire avant rejet dans la Loire

L'exploitant a estimé le débit moyen annuel à 9200 m³ (surface étanche de la zone : 12 000 m², pluviométrie moyenne sur 3 ans : 766 mm), sachant qu'il y a en moyenne 114 jours de pluie à Imphy, le débit moyen journalier est estimé à 80 m³/jour.

Il est proposé de surveiller de manière pérenne les mêmes substances que celles surveillées actuellement avec les mêmes valeurs limites d'émission mais en indiquant un flux max pour les MES et la DCO.

Les autres substances de l'arrêté du 02/02/98 modifié seront recherchées comme pour les rejets R2 et R15.

S'agissant d'un rejet eaux pluviales, la surveillance pérenne se fera au minimum 2 fois par an en début et fin d'évènement pluvieux.

5. Conclusion

La mise à jour des nouvelles prescriptions impose la surveillance de davantage de substances qu'aujourd'hui du fait de la mise en conformité avec la nouvelle réglementation relative aux rejets dans l'eau.

La mise à jour de l'arrêté préfectoral concerne également la fixation d'un flux maximal pour certains paramètres permettant de garantir la compatibilité avec le milieu récepteur. Enfin, il est proposé la réalisation par l'exploitant de deux études visant à améliorer la compatibilité avec le milieu des rejets dans l'Ixure sur un nombre limité de paramètres (Cuivre, Nickel,

Chrome, Fer, Zn, Hydrocarbures ainsi que pour toutes les substances émises en quantité dépassant 30 % du flux admissible de l'axe).

Aussi, en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, il est proposé au préfet de ne pas solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur ces prescriptions complémentaires sauf en cas de contestation de l'exploitant.

Ce projet doit à présent être transmis à l'exploitant afin que celui-ci puisse formuler ses observations conformément aux articles L.121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Rachel DEPENAU	Capucine ANDRAUD	Carole MORTAS
L'inspectrice de l'environnement	Inspectrice de l'environnement adjointe au responsable de l'UD 58-89	La cheffe du Département Risques Chroniques